

## **Le Japon à l'âge de l'internationalisation**

Michel Richard

Volume 14, Number 3, 1990

Le Japon : Culture de l'économie, économie de la culture

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015145ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015145ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Richard, M. (1990). Le Japon à l'âge de l'internationalisation. *Anthropologie et Sociétés*, 14(3), 97–118. <https://doi.org/10.7202/015145ar>

Article abstract

Japon in thé Age of Internationalization

" Internationalization " is the term used by many Japanese to describe the process in which their country is engaged since 1980. In this article, the author examines how Japanese writers conceive of this process at the economic and cultural level. Economically, internationalization refers, first, to the opening of the Japanese market, especially for agricultural imports, second, to the international exchange of goods, capital and information, and, thirdly, to the expansion of Japanese firms outside of Japan. At the cultural level, Japanese authors, recognizing their country's economic strength, are attempting to solve the problem of Japan's identity and the problem of the decline of Western civilization through the diffusion of Japanese culture as a basis for a new world civilization. In this context, internationalization seems to be an extension of Japan's nationalism.

# LE JAPON À L'ÂGE DE L'INTERNATIONALISATION



**Michel Richard**

---

Les années 1980 représentent peut-être pour le Japon la décennie la plus importante depuis la restauration de Meiji. En effet, c'est durant cette décennie que le Japon a atteint un des buts fondamentaux de Meiji, la construction d'un pays moderne capable de rattraper l'Occident et même de rivaliser avec lui — les frictions commerciales entre le Japon et les États-Unis ont en quelque sorte confirmé ce rattrapage — et que les Japonais ont pris véritablement conscience de leur puissance économique. C'est également dans les années 1980 que le Japon a été confronté à la nécessité de redéfinir sa place et son rôle dans le monde.

Ces années marquent donc un tournant très important du processus mis en branle en 1868 : pour la première fois dans l'époque moderne, le Japon poursuit son évolution sans que la voie ait été tracée pour lui. Depuis Meiji, en effet, la construction du capitalisme japonais s'inspirait du modèle occidental. S'il est vrai que l'industrialisation et les tentatives de résoudre les contradictions intérieures par l'expansion et l'impérialisme ont conduit le Japon à des affrontements avec son modèle, il n'en demeure pas moins que ce dernier a été renforcé après 1945 par la défaite et l'occupation militaire, et que la volonté de rivaliser avec l'Occident a entraîné une certaine occidentalisation du pays. Mais, dans les années 1980, la situation n'est plus la même : le Japon doit maintenant trouver sa propre voie. En ce sens, les récentes récriminations américaines contre le Japon prouvent non seulement que le modèle n'est plus efficient, mais que l'hégémonie américaine s'effrite. En conséquence, on peut dire que le Japon se trouve à l'aube d'une ère nouvelle.

Il faudrait bien sûr analyser de nombreuses statistiques et effectuer des études comparatives pour déterminer si le Japon a réellement rattrapé les pays riches de l'Occident : si le succès japonais est apparent en ce qui concerne la production industrielle, un court séjour au Japon permet de constater facilement que le « confort de la vie moderne » n'a pas atteint le niveau des pays occidentaux. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas le degré de développement réel du Japon ou le pourcentage de sa richesse en comparaison de l'Occident qui importe, mais bien plutôt la conviction de plus en plus grande des Japonais d'avoir atteint leur but<sup>1</sup>.

---

1. En un sens, il est peut-être ironique de constater que cette conviction, cette prise de conscience, est en grande partie due aux frictions économiques entre le Japon et les États-Unis et aux critiques véhémentes que les deux pays s'adressent mutuellement. Mais il ne faudrait pas penser que la prise de conscience du succès du pays a mené à une coupure radicale avec le passé : les États-Unis, modèle primordial de l'après-guerre, demeurent encore la principale source d'influences politiques, économiques, sociales et culturelles.

Cette conviction est venue partiellement du contact plus soutenu des Japonais avec le monde extérieur. Cette ouverture a été perçue au Japon comme faisant partie d'un vaste mouvement appelé *kokusaika*, que l'on peut traduire littéralement par « internationalisation »<sup>2</sup>. Le phénomène le plus frappant de l'internationalisation du Japon est certes l'augmentation rapide du nombre d'étrangers résidant au Japon. Selon les statistiques de l'Office national de l'immigration, ce nombre, qui a augmenté à un rythme d'environ 6% par tranches de cinq ans entre 1964 et 1984, a connu une hausse de 15% entre 1984 et 1988 (Hômushô nyûkoku kanrikyokunai nyûkan tôkei kenkyûkai 1990 : 2). Il faut souligner cependant que cette hausse ne modifie pas la structure fondamentale de la population : en effet, en 1988, les étrangers ne représentaient que 0,8% de la population totale (*ibid.* : 1). On note par contre une tendance à la diminution des résidents (pour la majorité d'origine coréenne mais nés au Japon) et une augmentation importante des étrangers venus au Japon pour étudier, chercher un emploi, faire des affaires ou pour épouser des Japonais (Keizai keikakuchô kokumin seikatsukyoku 1988a : 8 et s.).

Cet article porte sur la signification accordée par les Japonais à l'internationalisation du Japon, au moment où augmentent le nombre d'étrangers et le volume des contacts avec l'extérieur. L'examen des écrits d'auteurs japonais traitant de ce sujet est essentiel si l'on veut comprendre la conception japonaise de la place du Japon dans le monde et de l'accueil à réserver aux étrangers. Il portera ici sur deux aspects particuliers de l'internationalisation telle que conçue dans ces écrits, soit sur l'économie (et spécialement sur l'internationalisation des entreprises) et sur la culture. Une meilleure compréhension de la conception que les Japonais se font de la place de leur pays dans le monde et du rôle qu'il doit jouer peut permettre de mieux saisir la place qu'il accordera au « monde » dans l'avenir et de vérifier s'il aura tendance à poursuivre sa politique de repli sur soi ou, à l'inverse, à ouvrir davantage ses frontières.

En fait, comme on le verra, l'internationalisation comporte une certaine ambiguïté. D'une part, le terme fait référence aux relations avec le reste du monde, à l'adaptation au contexte international, et, en ce sens, il implique une certaine négation du national. Mais, d'autre part, un certain nombre d'observateurs soulignent la montée du nationalisme japonais accompagnant la prise de conscience de la puissance économique du pays sur le marché mondial. S'agit-il vraiment d'une contradiction ? L'examen qui suit nous permettra de répondre au moins partiellement à cette question.

## Les entreprises japonaises et l'internationalisation

Ce que les auteurs japonais entendent par internationalisation est difficile à saisir, car la définition du terme varie grandement d'un secteur à l'autre de la

2. Ce terme en japonais désigne le processus par lequel une entité (ici le Japon) devient internationale. Il ne décrit pas le résultat du processus, c'est pourquoi le terme « cosmopolite », que certains ont voulu utiliser et qui signifie « qui s'accommode de tous les pays ; qui subit des influences de nombreux pays (opposé à national) » (*Le Petit Robert*, 1987), ne rend pas bien le sens, plus large, du mot japonais.

société nipponne. Chaque secteur a tendance à se placer au « centre » de sa société et à définir l'internationalisation selon ses propres vues. Mais on peut noter l'importance capitale des notions de « centre » (*sentâ, chûshin*) et d'« international » (*kokusai*), deux notions utilisées fréquemment durant la dernière décennie et qui ne peuvent se comprendre indépendamment l'une de l'autre. L'internationalisation telle que perçue par les Japonais ne semble donc pas exister sans son corollaire, la notion de « centre ».

Si les définitions sont variées, l'internationalisation est une préoccupation de tous les secteurs. Il s'agit donc d'un mouvement national, qui semble né des frictions commerciales entre le Japon et les pays occidentaux (Bovetti 1986; Kran 1986; Kanamori 1989; Keizai keikakuchô kokumin seikatsukyoku 1988a). En effet, les demandes répétées d'ouverture du marché japonais de la part des États-Unis et des pays européens, qui commencent à la fin des années 1960 et qui s'amplifient dans les années 1970 et 1980, ont finalement forcé le Japon à laisser flotter le yen, dont la valeur a connu une forte hausse, et à libéraliser son marché intérieur en restreignant la politique protectionniste élaborée dans les années 1950. Ces demandes ont aussi forcé les entreprises et le gouvernement japonais à définir une nouvelle stratégie d'expansion. Le plan d'action (*kôdô keikaku*) annoncé par le premier ministre Nakasone à la fin de 1985 fait partie de cette stratégie, même si l'effort de redéfinition a débuté plus tôt.

Ce sont donc les pressions extérieures qui ont mené à la constatation de l'interdépendance croissante des économies nationales et qui ont poussé le Japon vers l'internationalisation économique.

Le changement le plus important résultant de la révolution de l'électronique et des technologies d'information aura certainement été l'élimination, au moins partielle, des barrières qui séparaient les nations. De plus en plus, l'activité économique transcende les frontières, et les économies nationales sont en voie de se fondre dans l'économie mondiale. Le Japon doit donc élargir sa perspective internationale [...] Quand on jette un regard en arrière, on constate qu'au Japon le processus d'internationalisation a été long et ardu. On a d'abord pris des mesures pour libéraliser le commerce ; puis, en 1964, le pays est devenu membre de l'OCDE [...] enfin, un processus d'internationalisation a été mis en route à divers niveaux. Mais, à bien des égards, le Japon continue de se conduire d'une manière qui ne correspond pas à son statut de grande puissance mondiale.

Kanamori 1989 : 30

Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, l'internationalisation, selon Kanamori, implique donc la libéralisation du commerce et l'ouverture du marché japonais aux produits étrangers. En fait, un secteur du marché japonais est ouvert depuis longtemps, celui des produits agricoles. En effet, dès les années 1940, le Japon a commencé à importer des États-Unis des céréales (mais pas de riz) et du soja, ce qui fait que son taux d'auto-suffisance alimentaire se situe parmi les plus faibles des pays industrialisés. L'importation de produits agricoles a pendant un certain temps compensé les exportations de produits industriels. Mais en même temps, le gouvernement japonais, pour des raisons de politique intérieure (et en particulier pour des motifs électoraux), a protégé la production de riz. Avec les surplus commerciaux que le Japon a connus depuis le milieu des années 1960, les pressions extérieures et intérieures (notamment de la part des

exportateurs de produits industriels, qui veulent poursuivre leurs activités) pour libéraliser le marché du riz se sont faites plus insistantes. Le livre blanc sur l'agriculture de 1989 traite abondamment de l'internationalisation de l'économie japonaise et il en ressort que, pour le Gouvernement, l'internationalisation du secteur agricole se définit surtout par l'ouverture du marché, à laquelle s'ajoute toutefois la possibilité pour les producteurs japonais d'exporter en Occident des produits en vogue pour des raisons de santé. L'application au secteur agricole du terme « internationalisation » semble donc éminemment politique et vise simplement à convaincre les producteurs de la nécessité de l'ouverture du marché.

Si l'agriculture a été le premier secteur touché par l'internationalisation, la hausse rapide de la valeur du yen à partir de 1986 a eu pour conséquence d'obliger les entreprises japonaises à « s'adapter à l'internationalisation beaucoup plus rapidement qu'elles ne l'avaient imaginé »<sup>3</sup> (Nakatani 1987 : 177). Dans ce cas, l'internationalisation apparaît comme imposée par une force extérieure et dépasse la simple ouverture du marché. Pour Nakatani, elle signifie, assez vaguement, l'acceptation de pays différents. Le contact avec d'autres pays peut, à son avis, être bénéfique s'il provoque l'auto-évaluation, ou néfaste s'il mène à des conflits psychologiques, culturels ou politiques entre pays. Les relations entre le Japon et les États-Unis en seraient maintenant au stade du conflit.

Si certains secteurs peuvent s'adapter facilement, d'autres offrent une résistance plus grande. Nakatani prétend implicitement que l'internationalisation de certains secteurs est impossible, ce qui veut dire que la signification du terme ne se limite pas à la mondialisation ou à l'abolition des frontières nationales. Selon Nakatani, les secteurs où l'internationalisation est facile sont les secteurs économiques, en particulier ceux qui touchent à l'échange des biens et des capitaux. Les secteurs où elle est le plus difficile sont le politique et la culture. Le système juridique ainsi que les règlements et contrôles des importations et des exportations étant déterminés par les rapports politiques intérieurs, ils ne peuvent selon lui s'internationaliser facilement. Il en va de même des pratiques commerciales ou des habitudes de vie. Des auteurs américains comme Kran (1986) et Dutton (1986) expriment des opinions semblables, même si leur objectif est d'expliquer la position des États-Unis.

Il est à remarquer que Nakatani n'inclut pas le problème des travailleurs étrangers dans son traitement de l'internationalisation économique. Selon lui, ce genre de problème transcende le secteur économique et comprend un aspect culturel, ce qui montre bien les limites de son classement en secteurs faciles ou difficiles à internationaliser. Il abordera cependant ce sujet un an plus tard (Nakatani 1987 : 186-188), mais du strict point de vue de la « globalisation des entreprises japonaises », en soulignant la nécessité de franchir le « mur » de la langue et de l'homogénéité culturelle japonaises pour assurer un plus grand succès sur la scène mondiale. Autrement dit, le « caractère communautaire » des entreprises japonaises, possible grâce à l'homogénéité culturelle, peut et doit être remis en question dans le processus de transformation des entreprises japonaises en multinationales.

---

3. Toutes les traductions du japonais sont de l'auteur.

Nakatani conclut en disant que c'est justement la coexistence de secteurs faciles et difficiles à internationaliser qui cause les frictions internationales et que le seul moyen de régler ces frictions serait d'internationaliser la politique et la culture, chose qu'il considère impossible :

L'internationalisation du processus de décision politique équivaut au rejet de la souveraineté. Par exemple, si le Japon cessait d'être lui-même, si, en poussant à l'extrême, il devenait le 51<sup>e</sup> état des États-Unis, il n'y aurait plus de frictions nippo-américaines [...] Mais il va sans dire [...] qu'il est impensable que les Japonais acceptent de faire du Japon un état américain pour faciliter leurs activités économiques.

Nakatani 1986 : 194

Pour Nakatani, le système politique est un obstacle important à l'internationalisation, mais à un degré moindre que le système culturel, qu'il divise par ailleurs en deux grandes parties qui ont des effets différents : le système explicite (formulé comme un contrat) et le système implicite. Par exemple, le plan d'action de 1985 a permis l'ouverture du marché japonais, ce que les étrangers reconnaissent généralement. Il s'agit là du système explicite. Mais les résultats sont décevants, car le plan d'action ne pouvait pas transformer le système implicite, élaboré au long des siècles. Ce système comprend par exemple l'échange de cartes d'affaires et la « conscience de groupe » : les individus sont évalués en fonction de leur groupe d'appartenance et c'est le rôle de la carte d'affaires d'identifier ce groupe et la position qu'y occupe l'individu. Par contre, en Occident, l'individu est évalué indépendamment du groupe auquel il appartient, ce qui, selon Nakatani, entraîne des différences importantes entre le Japon et l'Occident sur la façon de conclure des ententes commerciales.

Nakatani n'est pas le seul à souligner l'impact économique des différences entre les systèmes culturels implicites du Japon et de l'Occident. Klaus Kran, représentant au Japon d'une compagnie pharmaceutique américaine, voit dans le système culturel japonais un obstacle à l'ouverture réelle du marché japonais. Après avoir précisé que, par comparaison avec les autres pays industrialisés, le Japon n'impose pas de barrières administratives ou juridiques particulières aux entreprises étrangères et aux importations (Kran 1986 : 85), il identifie néanmoins trois « barrières sociales et culturelles » (*ibid.* : 86-87) qui correspondent au système culturel implicite de Nakatani. Ce sont, premièrement, le système d'emploi à vie qui rend difficile le recrutement de personnel compétent et expérimenté par les entreprises étrangères. Deuxièmement, les relations horizontales et verticales entre les entreprises japonaises et les rapports entre l'État et les entreprises, établis au fil des ans sur la base de relations interpersonnelles, bloquent pratiquement l'entrée des entreprises étrangères en les excluant des réseaux. Kran soutient qu'il faut au minimum dix ans pour réussir à s'insérer dans ces réseaux : il est donc impensable pour une entreprise étrangère de générer des profits deux ou trois ans après son implantation, comme c'est le cas aux États-Unis. L'entreprise étrangère doit se comporter comme une entreprise japonaise et viser les profits à long terme. Troisièmement, les réglementations gouvernementales sont souvent obscures, ce qui, selon Kran, constitue moins une barrière culturelle qu'un obstacle politique ou juridique.

Nakatani, quant à lui, considère ces réglementations comme un obstacle culturel, conséquence du développement historique du pays, et il reconnaît qu'il ne s'agit pas d'une barrière tarifaire :

Les gens ont tendance à croire que le système du pays où ils ont accumulé de l'expérience et ont été éduqués est « juste ». En conséquence, si les étrangers nous disent que le système japonais est incompréhensible, nous répliquons inconsciemment en leur demandant ce qu'il y a de mauvais dans ce que les Japonais font depuis très longtemps. Bien sûr, il y a dans tous les pays des systèmes qui ne sont plus adaptés à la réalité, et il faut les corriger. Cependant, les gens sont imprégnés de leurs systèmes et tant qu'ils penseront que c'est leur propre système qui est juste, les frictions persisteront.

Nakatani 1986 : 195

Il est donc clair que, pour lui, l'internationalisation se définit avant tout par l'ouverture du marché et par l'échange de biens et de capitaux à l'intérieur de la mondialisation de l'économie. Elle ne saurait toutefois pénétrer les secteurs politique et culturel qui, façonnés par une longue histoire, ne peuvent se transformer facilement.

Dans un texte ultérieur, Nakatani, après avoir énuméré quelques caractéristiques de la gestion à la japonaise (emploi à vie, promotion à l'ancienneté, planification à long terme, entreprise comme communauté, etc.) et avoir souligné que ces caractéristiques « locales » ne peuvent pas toutes survivre dans un monde internationalisé, ajoute un nouvel élément à l'internationalisation : « L'internationalisation n'est rien d'autre que la formation de nations « renseignées ». Autrement dit, l'internationalisation est le processus qui fait qu'une nation fermée devient une nation ouverte grâce à l'augmentation de l'entrée et de la sortie d'informations » (1987 : 125-126). Selon lui, l'accès à l'information doit être accompagné de l'internationalisation des entreprises japonaises. Autrement dit, il faut qu'elles en viennent à ne plus faire de distinction entre les pays pour envisager le marché mondial de façon globale (*ibid.* : 178). L'internationalisation est entendue ici comme la création d'entreprises multinationales, mais ayant leur base au Japon. Nakatani souligne en effet que les entreprises ont avantage à persister à produire localement (*ibid.* : 181), à rester aussi stables que l'étoile polaire tout en visant le marché mondial (*ibid.* : 182-183), et à éviter d'adopter totalement les pratiques de gestion étrangère au moment de s'implanter dans un autre pays. Les multinationales japonaises, selon lui, doivent demeurer résolument japonaises (*ibid.* : 184).

On peut voir que, selon Nakatani, l'internationalisation du Japon doit se faire en respectant les frontières culturelles et politiques, qui confèrent un avantage certain aux entreprises japonaises sur le marché japonais. Mais Nakatani veut aussi l'ouverture du marché japonais pour faciliter les échanges de biens, de capitaux et d'informations au niveau mondial. Kran (1986 : 93 et s.) souligne justement l'opposition de plus en plus grande des entreprises japonaises à la politique protectionniste du Gouvernement : elles voient cette politique, qui crée un système de réglementation différent de celui des autres pays, comme un obstacle à l'élargissement de leurs activités sur la scène mondiale. Les entreprises préconisent un système de réglementation unique qui faciliterait leur expansion à

l'étranger, mais elles s'attendent par ailleurs à ce que les systèmes politiques et culturels, inchangés, contribuent à protéger le marché national.

En ce sens, l'internationalisation se définit comme le prolongement de l'entité nationale et non comme un échange ou comme des concessions mutuelles : le Japon demeure le « centre » à partir duquel s'élabore une nouvelle expansion des entreprises japonaises à l'étranger. À moins que les négociations américano-japonaises qui se déroulent maintenant ne réussissent à faire fléchir le gouvernement japonais, l'internationalisation, semble-t-il, continuera de se définir par la consolidation du « centre » et l'ouverture des marchés mondiaux. En d'autres termes, l'internationalisation apparaît comme la forme actuelle de la stratégie d'expansion mondiale du capitalisme japonais, stratégie qui a pour objectif de surmonter les contradictions intérieures en accentuant les activités à l'extérieur.

Ces contradictions se sont manifestées clairement après la hausse de la valeur du yen au milieu des années 1980. Les entreprises japonaises ont été forcées de se montrer plus « coopératives » au niveau mondial, ce qu'a confirmé par la suite le *Rapport du comité sur la mise au point de la structure économique afin de faciliter la coopération internationale*. Ce document, mieux connu sous le nom de rapport Maekawa, souligne tout particulièrement la nécessité pour le Japon de prendre des mesures pour diminuer son surplus commercial, en particulier avec les États-Unis, car le déséquilibre que ce surplus entraîne pourrait nuire non seulement à l'économie mondiale mais aussi à celle du Japon lui-même. Il montre également l'importance pour le Japon de développer son marché intérieur et de diminuer ses exportations. Il s'agit là de changements structurels majeurs (Komine 1989 : 226 et s.). Finalement, le rapport recommande la transformation de la structure industrielle du Japon, trop dépendante des exportations qui risquent d'atteindre leur point de saturation. Il suggère donc, d'une part, d'augmenter la consommation intérieure et, d'autre part, d'élargir les activités internationales des entreprises japonaises tout en diminuant les exportations. La solution à ce double problème se trouve bien sûr dans l'investissement direct à l'étranger, c'est-à-dire dans l'implantation dans d'autres pays d'entreprises qui produisent en bonne partie pour le marché japonais.

Cette nouvelle politique des entreprises japonaises, amorcée dans les années 1980, a bien sûr causé des problèmes dans les pays étrangers, comme le souligne fortement Morita (Morita et Ishihara 1989). Ce dernier insiste même sur la nécessité d'un changement de comportement des Japonais et des entreprises japonaises à l'étranger. Mais le phénomène le plus important de cette internationalisation des entreprises japonaises demeure la prise de conscience des Japonais de la puissance financière et du développement technologique accéléré de leur pays, une prise de conscience qui explique l'insistance récente de certains économistes japonais sur le rôle primordial du Japon dans le monde et sur sa contribution originale (Komine 1989 : 239 et s.; Morita et Ishihara 1989; Hasegawa 1990 : 60 et s.).

Le secret de la force des « japodollars », c'est que, contrairement aux pétrodollars qui se sont accumulés grâce à l'augmentation provisoire des devises étrangères, ils se fondent sur la compétitivité internationale continue que permet la technologie japonaise. Dans le processus qui a mené à la hausse du yen et à la



baisse du dollar, les entreprises japonaises ont revigoré radicalement leur structure à une échelle et à un rythme surprenants. En comparaison avec les entreprises américaines, au sujet desquelles on disait autrefois qu'elles avaient les meilleures structures financières au monde, les entreprises japonaises ont réussi à se doter d'une structure financière beaucoup plus ferme et stable. De plus, il est devenu aujourd'hui évident partout dans le monde que la prolifération des « japodollars », qui devrait continuer dans les années 1990, s'explique par le fait que les entreprises japonaises ont réussi à s'assurer une supériorité technologique dans presque tous les secteurs industriels.

Hasegawa 1990 : 63

Évidemment, ce texte a été écrit avant les fluctuations récentes de la valeur du yen et les difficultés causées par la crise du golfe Persique. Il indique toutefois le changement de mentalité des Japonais et nous donne une meilleure perspective sur le sens du mot « internationalisation ». On voit que non seulement l'international prolonge le national, mais aussi que l'internationalisme peut facilement se transformer en nationalisme.

On peut donc résumer les différentes définitions de l'internationalisation du secteur économique de la façon suivante. À un premier niveau, strictement commercial, l'internationalisation est une carte politique pour faire accepter par certains secteurs faibles de l'économie japonaise (par exemple l'agriculture) l'ouverture du marché intérieur, de façon à faire diminuer les frictions commerciales internationales. À un deuxième niveau, qui inclut mais déborde le commerce, l'internationalisation fait référence aux échanges de biens, de capitaux et d'informations sur le plan international; cet échange nécessite également l'ouverture des marchés et donc le rejet du protectionnisme. Finalement, à un troisième niveau, l'internationalisation est l'implantation à l'extérieur du Japon d'industries et de capitaux, dans le but de corriger la structure industrielle intérieure et de diminuer les exportations tout en permettant une croissance continue. Cette expansion, fondée sur la supériorité technologique et la puissance financière du Japon, nécessite aussi le rejet du protectionnisme. À ce niveau, le Japon apparaît comme étant véritablement un nouveau « centre », un nouveau pôle mondial capable de rivaliser avec les États-Unis.

Ces niveaux de définition de l'internationalisation n'incluent pas les domaines de la politique et de la culture, dont les frontières seraient plus hermétiques pour des raisons historiques. Pour le secteur économique, il semble que ces domaines soient plutôt liés à la « coopération internationale »; ils seraient donc tout au plus sujets à une internationalisation de premier niveau, c'est-à-dire qu'ils devraient « s'ouvrir » davantage.

Un récent éditorial du *Asahi Shinbun*, non signé comme le veut la coutume japonaise, souligne justement la difficulté d'internationaliser le secteur politique et s'élève contre ceux qui considèrent les récentes remarques américaines au sujet de la fermeture du marché japonais comme des « pressions extérieures » indues ou des « interventions dans la politique intérieure ». Voici le raisonnement de l'éditorialiste :

L'interdépendance et l'interpénétration dans les domaines de la politique, de la sécurité, de l'économie et de la culture sont en pleine progression dans la société internationale actuelle. La « prise en compte au niveau national des problèmes

internationaux » et « l'internationalisation des problèmes nationaux » sont des lieux communs au niveau mondial. Persister dans des arguments comme « pas d'intervention dans la politique intérieure », c'est aggraver les tensions internationales. Les relations américano-japonaises ne se résument pas aux problèmes bilatéraux entre les deux pays.

Anon. 1990 : 5

Cette opinion, qui est à l'opposé de celles de Morita et Ishihara (1989) qui soutiennent que le Japon doit apprendre à utiliser son pouvoir économique comme atout politique et opposer son refus aux États-Unis quand la situation l'exige, est d'une importance capitale, car, en plus de souligner la difficulté de l'internationalisation du secteur politique, elle pose implicitement la puissance japonaise comme un fait. Il s'agit donc d'une belle illustration de la prise de conscience des Japonais de cette puissance.

Il est difficile de dire si l'opinion de l'éditorialiste du *Asahi Shinbun* reflète celle de la majorité. Pour les consommateurs japonais, les demandes américaines pour l'ouverture du marché ne peuvent qu'être bénéfiques, car, en corrigeant le système de distribution ou en facilitant l'accès aux produits étrangers, les prix de certains produits baisseraient. Par exemple, Komine (1989 : 201-204) souligne l'existence d'un « écart de la richesse », en ce sens que même si les Japonais ont les revenus les plus élevés du monde (convertis en dollars américains, selon la parité actuelle), ils n'ont pas le même pouvoir d'achat que les Américains. Kanamori (1989 : 31) abonde dans le même sens : « Les salaires japonais sont sans doute parmi les plus élevés au monde, mais les prix exorbitants pratiqués chez nous réduisent notre pouvoir d'achat à 70% environ de celui des Américains. » Le passage d'un système favorisant les producteurs à un système favorisant les consommateurs, comme le demandent les Américains, ne peut que plaire aux consommateurs. Mais ceci ne veut pas dire que la majorité des Japonais serait d'accord pour que le Gouvernement partage au niveau international des prérogatives jusqu'ici strictement nationales.

Quant aux politiciens, ils s'opposent évidemment à l'opinion de l'éditorialiste du *Asahi Shinbun*, qui souligne leurs réticences face à « l'interdépendance » et à « l'interpénétration ». Il faut noter par ailleurs que les publications gouvernementales traitant de l'internationalisation évitent soigneusement de définir le terme. Tout au plus, une brochure intitulée *L'internationalisation de la vie nationale* publiée par l'Agence de planification économique et contenant un résumé en anglais mentionne ce qui suit :

Japan is currently in a transitional period in which she has to choose a new way of "internationalizing" herself. While international ties are growing rapidly in all areas involving goods, money, information and people, Japan must develop a new perspective on "internationalization" in which the emphasis is on the idea that Japan, as an active member of the world community, should contribute to the improvement of the living conditions of the peoples of other countries as well as her own.

Keizai keikakuchô kokumin seikatsukyoku 1988a : 69

Deux éléments nouveaux s'ajoutent ici : la considération des « personnes » comme élément majeur de l'internationalisation, ce dont je traiterai brièvement en conclusion, et l'accent mis sur la « contribution » du Japon au bien-être mondial.

Cette contribution est bien sûr, en bonne partie, d'ordre économique : exportations de produits japonais, investissements et implantations d'usines à l'étranger, etc. Elle peut être également d'ordre culturel, thème que nous abordons maintenant, toujours sous l'angle de l'internationalisation.

### **Forces centripètes, forces centrifuges et internationalisation de la culture**

Plusieurs auteurs japonais et étrangers soulignent avec justesse l'alternance de phases d'importation de traits culturels et de retour aux valeurs locales dans le développement culturel japonais. Le Japon serait donc « ouvert » ou « fermé » selon les époques et la période actuelle en serait une de cheminement lent mais constant vers la fermeture. À notre avis, la mondialisation de l'économie et la place du Japon dans ce processus ne permettent pas d'appliquer ces termes au Japon des années 1980 et 1990 : l'interdépendance économique croissante, particulièrement en ce qui concerne les pays industriels, les tendances à une certaine homogénéisation mondiale, le développement technologique qui raccourcit les distances et favorise le nivellement des différences culturelles (Ohashi 1989 : 69) sont autant de facteurs qui rendent obsolète l'idée même d'une fermeture quasi totale du Japon comme dans la période Edo.

Par exemple, si le Japon actuel a une tendance certaine à se replier sur lui-même et à s'examiner pour « redécouvrir » ses vraies racines et son âme pure, tendance qui prend généralement les noms de *nihonron* (« essai sur le Japon ») ou de *nihonjinron* (« essai sur les Japonais »), on ne peut nier qu'en même temps peu de pays au monde soient aussi assoiffés d'informations culturelles et autres provenant de l'extérieur de ses frontières. Selon le point de vue choisi, le Japon actuel peut alors apparaître comme ayant une « coquille molle » ou une « coquille dure ». Plus que l'alternance de phases d'ouverture ou de fermeture, ce qu'il faut reconnaître dans le Japon des dernières décennies, c'est la coexistence de différentes tendances. Pour cette raison, il serait peut-être plus utile d'examiner le cadre global de la culture du Japon actuel, qui se veut à l'âge de l'internationalisation, sous l'angle des « forces centripètes » et des « forces centrifuges », étant entendu qu'il s'agit bien de tendances et non pas de forces absolues ou immuables. Un examen du cadre culturel du Japon en fonction de ces tendances devrait par ailleurs permettre de mieux comprendre la place réservée aux étrangers.

Avant d'examiner plus en détail la pertinence de recourir à la notion de forces centripètes et centrifuges, soulignons trois points. Premièrement, rappelons que les Japonais ont pris conscience de leur puissance. Deuxièmement, la philosophie dominante dans le monde est « la philosophie occidentale des 500 dernières années qui a construit le monde actuel » (Katô 1990 : 81), ce qui a causé une crise d'identité dans un pays qui ne possède pas les mêmes fondements culturels et philosophiques. Voici ce que dit Ohashi à ce sujet :

Au Japon [...] la science et la technologie sont apparues non pas comme une émanation du milieu culturel indigène, mais comme un produit importé et, du fait des liens étroits qu'elles entretenaient avec le rationalisme européen, leur essor

en est même venu à constituer une menace pour l'identité japonaise [...] À la différence de la culture qui est par essence locale, liée aux caractéristiques et aux traditions d'une région donnée, la science et la technologie sont fondamentalement universelles. Les Japonais voyaient bien que la propagation de ces disciplines dans leur pays n'était pas un phénomène spontané, issu de leur propre milieu spirituel. Une conclusion s'imposait : modernisation ne pouvait signifier qu'occidentalisation, et donc éventuellement perte de l'identité nationale. C'est ainsi que l'introduction de la civilisation occidentale a posé des problèmes que n'avait pas suscités l'importation antérieure d'éléments culturels chinois.

Ohashi 1989 : 68-69

Troisièmement, plusieurs Japonais pensent que la civilisation moderne occidentale est dans un cul-de-sac.

C'est en fonction de ces trois éléments qu'il faut comprendre les forces centripètes et centrifuges. Celles-ci, comme leur nom l'indique bien, ne sont pas nécessairement opposées : elles se définissent l'une comme l'autre par rapport à un élément fondamental. En effet, les forces centripètes mènent au rapprochement du « centre » alors que les autres veulent le déborder. C'est donc par un examen du « centre » qu'il nous faut aborder le cadre global de la culture japonaise actuelle.

Il est possible de définir ce centre à deux niveaux différents. Au niveau international, le centre est le Japon lui-même, ou ce qui fait que, sur les plans culturel, politique, économique et social, le Japon est différent des autres pays. Ce niveau inclut également la « conviction » d'être différent et s'accommode très bien de la prise de conscience de la puissance du pays. Toutefois, la conscience de la différence mène aussi à une certaine inquiétude au sujet de l'empiétement de la civilisation occidentale.

Au deuxième niveau, d'ordre strictement national, le centre est formé par les fondements mêmes de la culture japonaise, par ses racines historiques, en d'autres mots, par ce que les Japonais identifient comme les éléments essentiels de « l'âme japonaise ». Ces éléments, dont l'origine varie au gré des découvertes historiques et archéologiques, seraient les caractéristiques fondamentales du Japon dépouillé de toute influence extérieure. Parmi les éléments les plus communément mentionnés, il y a l'animisme de la religion autochtone, la « communion avec la nature », le polythéisme, l'absence de dogmes religieux, la tolérance, la capacité d'adaptation, l'esprit de groupe, le *giri-ninjô* (gratitude et compassion), etc., bref, ces traits perçus ou réels qui façonneraient l'âme japonaise et en formeraient le noyau dur, indestructible et transmissible de génération en génération. Ce « centre » culturel s'accommode bien de la reconnaissance de la puissance japonaise, mais, dans ce cas, la puissance devient spirituelle et elle peut remédier à la crise d'identité venant de l'occidentalisation, car elle offre une issue à l'impasse de la civilisation occidentale, qui affecte également le Japon. Si le centre, au premier niveau, peut jusqu'à un certain point accorder une place à des non-Japonais, ce n'est pas le cas du second niveau, qui demeure hermétique aux étrangers et spécialement aux Occidentaux.

C'est donc par rapport à ces deux niveaux du « centre » que se développent les forces centripètes et centrifuges, que nous aborderons maintenant de façon plus concrète, en fonction des trois points mentionnés plus haut, c'est-à-dire la

reconnaissance de la puissance japonaise, la crise d'identité causée par l'occidentalisation et l'idée que l'Occident est dans un cul-de-sac.

Comme première force centripète, donc comme force qui tend au rapprochement vers le centre, il y a le *nihonron* et le *nihonjinron*, qui sont en fait des tentatives d'appréhension du centre lui-même. Ohashi (1989 : 67) souligne par exemple que plusieurs penseurs japonais considèrent que l'occidentalisation de leur pays a certes permis le développement économique, mais a causé des torts irréparables sur les plans culturel et psychologique. Il cite Minamoto Ryôen, qui soutient que la « phase d'épanouissement de la civilisation japonaise était arrivée à son terme dès l'époque de la croissance économique des années 60 » et que, maintenant que les Japonais ont atteint leur but, ils « pataugent en pleine "anarchie culturelle" ». Minamoto n'est pas le seul de ces penseurs qui voient le Japon dans une impasse; toutefois, on peut remarquer la tendance croissante d'attribuer cette impasse à la civilisation occidentale. Ohashi lui-même remet en question l'esprit européen (1989 : 68). Nakagawa (1989 : 21 et s.) souligne pour sa part les imperfections de l'Occident, l'impossibilité pour le Japon d'adopter le système juridique occidental à cause de l'opposition entre la légalité et la justice, et préconise comme moyen de « se sortir de la pauvreté spirituelle contemporaine » (*ibid.* : 22) le retour à la culture juridique japonaise, à la culture de la honte.

Kamishima (1975 : 167 et s.) abonde dans le même sens. Après avoir souligné la pauvreté spirituelle du Japon moderne, due essentiellement selon lui à la culture « matérialiste » importée de l'Occident, il propose la « coexistence avec la nature comme négation des modèles de production et la coexistence entre les individus comme négation du principe de domination ». Il ajoute que ce n'est qu'à ces conditions que « peut exister la vraie richesse » (*ibid.* : 174).

Chez ces auteurs, on sent très bien la recherche du noyau dur et indestructible de la culture japonaise, noyau qui est posé comme principe de négation de la civilisation occidentale. C'est le retour à un passé souvent mythique qui se dessine en filigrane. Évidemment, dans leur position, il y a peu de place pour les étrangers. Quant à l'internationalisation, ces auteurs en nient la pertinence.

Comme autre force culturelle centripète, on peut penser à toutes les importations de l'étranger qui ont été adaptées et « japonisées ». Pour Morita (Morita et Ishihara 1989) par exemple, cette capacité d'assimilation d'éléments étrangers représente une force culturelle particulière du Japon. Les accusations souvent portées contre le Japon d'avoir créé une culture à partir de l'imitation de modèles extérieurs sont donc injustifiées (Ishihara, *ibid.* : 74).

L'importation de l'information pose un problème d'analyse particulier. Plusieurs faits montrent le désir des Japonais d'obtenir plus de renseignements sur les pays étrangers : la diffusion sur les chaînes de télévision par satellite (*eisei hôsô*) de la société d'État NHK du journal télévisé de ce que les Japonais appellent les « principaux » pays d'Occident ou d'Orient, la rapidité avec laquelle les œuvres étrangères sont traduites en japonais, les émissions radiodiffusées ou télédiffusées d'apprentissage des langues étrangères, les quelque 2 000 écoles de

langue anglaise dans la seule capitale, les programmes gouvernementaux qui favorisent la venue de professeurs de langue étrangers, etc. Toutefois, ces importations et cette acquisition de l'information étrangère m'apparaissent comme étant liées aux tendances centripètes, car non seulement elles sont remaniées et adaptées à la situation du Japon, mais encore elles visent souvent à faciliter les activités des Japonais sur le plan mondial. Il s'agit donc d'une acquisition intéressée de l'information, pouvant éventuellement servir le « centre ». L'apprentissage de la langue anglaise en est un bel exemple.

Par ailleurs, il est douteux que cette soif des Japonais de connaître l'extérieur soit un avantage pour les résidents. Alors qu'en 1988 les ressortissants des pays d'Asie représentaient environ 92% de tous les étrangers (Ôkurashô insatsukyoku 1989 : 14-15), une enquête de l'agence de planification économique intitulée « L'internationalisation et la conscience nationale » révèle que seulement 25% des répondants pensent à l'Asie quand ils entendent le mot « internationalisation » alors que les deux tiers pensent aux pays occidentaux (Keizai keikakuchô kokumin seikatsukyoku 1988b : 10). La même enquête révèle également que les Japonais pensent qu'il y a progression de l'internationalisation dans le domaine de l'échange des biens et de l'information mais pas dans celui des « personnes » : résidents, étudiants, touristes, fiancés, etc. (*ibid.* : 6-7).

Ce qu'on peut remarquer ici, c'est une grande distorsion entre la réalité, soit l'augmentation des étrangers d'origine asiatique résidant au Japon, et l'acquisition de l'information et le goût pour les choses étrangères, qui demeurent fortement dominés par les pays occidentaux. On peut donc en conclure que cette soif de connaître ne vise pas tant « l'internationalisation » intérieure du Japon que sa capacité d'œuvrer sur le plan international, en particulier dans le domaine économique. En ce sens, il s'agit bel et bien d'une force centripète, car elle cherche à favoriser avant tout le Japon.

Lawrence Dutton, ancien consul général des États-Unis au Japon et professeur à l'Université des langues étrangères de Kyôto au moment d'écrire ces lignes, résume bien la situation :

De Meiji jusqu'à aujourd'hui, le Japon a montré beaucoup d'intérêt pour les pays étrangers. Bien sûr, le gouvernement militaire des années 1930 fait exception, mais un examen de l'histoire du Japon depuis Meiji montre que les Japonais n'ont pas cessé de s'intéresser aux pays étrangers. En groupes ou seuls, ils vont à l'étranger, étudient beaucoup et reviennent avec l'idée d'appliquer au Japon les éléments positifs qu'ils ont vus à l'étranger. Récemment, ils se sont mis encore plus assidûment à l'apprentissage de l'anglais et ils s'intéressent énormément aux problèmes internationaux. C'est très bien, mais ce n'est pas suffisant : tout cela se fait à sens unique, du Japon vers l'étranger.

Dutton 1986 : 218

Dutton souligne bien ici cette tendance centripète qui ramène vers le « centre » ce que les Japonais ont pu découvrir à l'étranger. Il est évidemment possible de considérer les déplacements comme partie des forces centrifuges, c'est-à-dire qui tendent à déborder le centre. Mais, comme Dutton le souligne, cette force est à sens unique, elle ne cherche pas l'échange ou la communication, elle cherche plutôt l'acquisition au bénéfice du Japon.

Les tentatives d'explication de la culture japonaise aux non-Japonais dans le but de les insérer dans les relations culturelles et sociales du Japon pourraient constituer une force centrifuge importante, car, du point de vue intérieur, elles viseraient à élargir les bases de la nation japonaise. Si certains Japonais participent à de telles tentatives, ils demeurent minoritaires, en raison de la conviction des Japonais d'être différents. Prenons un exemple. La chaîne de télévision nationale NKH a publié un cours intitulé « Questions au Japon international » qui présente des réponses à huit questions que les « étrangers ont tendance à se poser » au sujet du Japon (Nihon hōsō kyōkai 1990 : 1) : Pourquoi les Japonais achètent-ils des terrains à l'étranger ? Pourquoi les salariés japonais passent-ils leurs heures de loisir avec leurs collègues de travail ? Pourquoi le steak est-il si cher au Japon ? Pourquoi les Japonais étudient-ils autant l'anglais ? etc. Les réponses à ces questions sur des sujets susceptibles d'intriguer les étrangers pourraient peut-être servir à l'approfondissement des relations mutuelles. Mais voilà, il s'agit en fait d'un cours d'anglais, destiné en priorité aux Japonais. Nous avons donc là un bon exemple d'une force qui semble centrifuge, mais qui participe plus des forces centripètes, car, en fait, elle sert à donner aux Japonais des justifications de leurs comportements si les étrangers leur posent des questions : elle se dirige vers l'extérieur, mais n'en oublie pas pour autant son origine et contribue à la renforcer.

La brochure intitulée « L'internationalisation de la vie nationale » mentionnée plus haut présente l'internationalisation des échanges culturels de la façon suivante :

For Japan to avoid frictions with other countries, it is essential that we present ourselves to the rest of the world as we really are. It is necessary that the government actively bear the cost necessary to present the Japanese culture to other countries, as well as promote grass-roots cultural exchange by volunteer groups. Also important is the role that overseas Japanese private enterprises and businessmen play.

Keizai keikakuchō kokumin seikatsukyoku 1988a : 74

Selon les auteurs de cette brochure l'objectif fondamental des échanges culturels est donc de diminuer les frictions entre le Japon et d'autres pays. Il s'agit là d'un autre exemple de force apparemment centrifuge, mais qui contribue au renforcement du centre.

Il existe aussi, au niveau national, des forces apparemment centrifuges, qui partent du noyau culturel indestructible et se dirigent vers l'extérieur, mais pour mieux renforcer le centre. Elles sont liées au mouvement de remise en question de la culture et de la philosophie occidentales. Ce qui est intéressant, c'est que cette remise en question est manifestement issue du *nihonron*, mais elle ne se contente pas de préconiser un retour aux sources pour le seul bénéfice du Japon. Les auteurs qui se réclament de ce mouvement soutiennent que des éléments importants de la culture japonaise peuvent servir à revigorer la culture internationale que l'Occident a menée dans un cul-de-sac. Il y aurait donc une contribution culturelle cruciale du Japon à l'âge de l'internationalisation, et ce même si on soutient par ailleurs que la culture japonaise est incompréhensible pour les étrangers.

Le numéro d'avril 1990 de la revue *Chûô Kôron* est un numéro spécial intitulé « Points de vue pour dépasser la civilisation occidentale dans l'impasse ». Tous les auteurs de ce numéro ne voient pas nécessairement le Japon ou l'Orient comme le sauveur de l'Occident ou de la civilisation mondiale, mais tous sont d'accord pour admettre que la civilisation occidentale tourne en rond. Chacun à sa manière, ils tentent en fait de répondre à la question que bien des Japonais se posent et qu'Ohashi (1989 : 74) formule ainsi : « Pourquoi le Japon, après avoir assimilé la science et la technologie occidentales, est-il maintenant en train d'orienter ces dernières dans une direction qui a en général échappé à l'Occident ? » L'impasse de la civilisation occidentale, c'est, au premier chef, selon la majorité de ces auteurs, l'impasse de son économie. Ce n'est donc pas un hasard si la remise en question de la civilisation occidentale est plus en vogue maintenant qu'autrefois : ce n'est plus seulement pour protéger leur culture que les Japonais remettent en cause les fondements de la culture occidentale, c'est aussi et surtout parce qu'ils ont pris conscience de la nouvelle puissance économique et technologique de leur pays.

Un examen global des arguments des auteurs de ce numéro permet de dégager les deux constantes suivantes. Premièrement, le déclin de l'Occident est dû essentiellement à deux causes principales : une mauvaise conception des relations entre les êtres humains et la nature, et le caractère absolu qu'engendre le monothéisme. Deuxièmement, la solution à ce problème réside dans le retour à la conception traditionnelle de la nature des Japonais et au relativisme du polythéisme. Ce renversement de situation, du moins selon quelques auteurs, ne peut venir que du Japon :

Le Japon est vraiment un bon exemple à suivre, car, en plus d'avoir conservé intégralement sa propre « civilisation orientale », il a complètement absorbé la « civilisation occidentale », et tout particulièrement la « civilisation technologique moderne ». Par conséquent, je pense que le Japon aura à accomplir dans l'avenir un « travail historique de civilisation » sans précédent.

Kiuchi 1990 : 97

Par ailleurs, ce retournement ne remet pas en question le développement technologique. Au contraire, c'est plutôt la civilisation japonaise qui peut permettre d'aller au-delà des conflits qu'engendre la technologie. Watanabe (1990 : 87 et s.) emprunte à Oswald Spengler, auteur du *Déclin de l'Occident*, l'idée que, à la base de toute culture, il y a une image fondamentale. Dans le cas de l'Occident, cette image serait la recherche de l'infini, qui apparaît clairement dans les cathédrales, l'art baroque, la découverte de nouveaux continents, la science moderne, le calcul différentiel, etc. Or, comme le montre la deuxième loi de la thermodynamique, le point ultime de la recherche de l'infini, c'est l'entropie, la dégradation, la transformation en cendres. Par contre, toujours selon Watanabe, une étude de la culture japonaise permet de dégager trois images principales. Premièrement, l'acceptation de la nature telle qu'elle est : c'est la communion avec la nature. Deuxièmement, les divinités (*kami*) qui travaillent. Troisièmement, si les divinités travaillent, il est néanmoins bon de les aider et la technologie fait partie de la contribution humaine au maintien du monde. C'est cette troisième image qui fait que les robots sont acceptés au Japon où ils sont synonymes de technologie, alors qu'ils sont vus négativement en Occident. Il



conclut en ces termes au sujet de la contribution japonaise au développement mondial :

L'impasse de la civilisation moderne occidentale, c'est l'impasse de l'image fondamentale qui a présidé à la formation et au développement de cette civilisation. C'est probablement le Japon qui fournira au monde des images de remplacement : une image de la nature découlant de la culture « naturelle » (*kinari*), une image des divinités qui travaillent et, finalement, une image des robots comme alliés des humains. C'est ce que la culture japonaise est en train de montrer au monde.

Watanabe 1990 : 91

Pour Itô (1990a, 1990b) et Katsuta (1990), l'impasse de la civilisation occidentale apparaît clairement dans son incapacité de régler les problèmes environnementaux qui ont pris des proportions catastrophiques : destruction de la couche d'ozone, réchauffement du climat, pluies acides. Cette impasse nous indique que nous sommes à un tournant de civilisation : il faut maintenant remettre en cause les fondements mêmes du développement moderne, et tout particulièrement la conception occidentale de la nature découlant principalement des idées de Descartes et de Bacon. C'est donc la domination de la nature par l'Homme qui est remise en question, ce qui devrait mener à une nouvelle conception de la technologie et de la civilisation. Pour Itô, le seul moyen de sauvegarder la planète, c'est d'en arriver à considérer la terre comme un « système auto-structuré », issu d'un processus de création autonome. L'être humain, dans cette conception, ne constitue qu'une étape dans le développement du système. Il ne peut donc pas s'opposer à la nature, mais il doit au contraire vivre en symbiose avec elle. Or, il s'agirait là d'une caractéristique fondamentale de la relation traditionnelle entre les Japonais et la nature : « Devant ce nouveau tournant de civilisation, il faut encore une fois examiner la conception traditionnelle de la nature au Japon, la cultiver encore plus et, si c'est possible, la partager avec le reste du monde » (Itô 1990a : 271). Pour Katsuta (1990), la conception japonaise de la nature, qui ne fait pas de place à l'« humanisme athée », trop centré sur l'Homme, devrait permettre de faire en sorte que non seulement « l'Homme voit la montagne », mais également que « la montagne voit l'Homme ». Ce qu'il propose pour sortir l'Homme de son « nombrilisme », c'est le retour à la philosophie orientale et plus particulièrement la revalorisation de l'animisme, seul capable de sauvegarder la planète.

Cette volonté de diffuser la culture japonaise dans le monde, force apparemment centrifuge, mais vouée au renforcement du centre, symbolise la prise de conscience par les Japonais de la puissance du Japon et particulièrement de sa supériorité technologique. Le Japon devient alors un modèle, sa culture devant servir de moyen pour que le monde entier sorte de l'impasse de la civilisation occidentale. La revalorisation de la culture japonaise sert par ailleurs de moyen de contrer la crise d'identité du Japon causée par l'importation de la civilisation occidentale. On voit bien que ce thème, tout en se fondant sur le dépassement du centre japonais pour déboucher sur le monde, part d'une conception du Japon comme supérieur. Il n'est plus question ici d'internationalisation, mais plutôt de « japonisation » du monde. On peut donc dire que cette autre force apparemment centrifuge est surtout centripète, en ce qu'elle vise la

revalorisation du centre, du noyau culturel japonais, et sa diffusion dans le monde. Elle ne fait guère de cas de la présence des étrangers au Japon. Elle suppose que les habitants des autres pays peuvent comprendre la culture japonaise, ce qui contredit d'autres affirmations sur son caractère incompréhensible pour les non-Japonais, mais elle ne se penche même pas sur le problème de l'intégration des étrangers qui vivent au Japon.

Les propositions les plus concrètes en ce qui concerne la diffusion du modèle culturel japonais dans le reste du monde, et surtout en Occident, viennent de Katô Eiichi (1990 : 80-85). Pour lui, ce sont « les fondements de la logique à la base de la civilisation occidentale : les trois principes d'identité, de contradiction et d'exclusion du centre » (*ibid.* : 81), une logique beaucoup plus ancienne que l'œuvre de Descartes, Bacon et Pascal, qu'il faut remettre en question. En effet, en posant que A est A et n'est pas B, et en déterminant qu'il n'y a rien qui ne puisse être ni A ni B, la civilisation occidentale a défini des substances sans lesquelles elle ne peut réfléchir. Mais ces substances sont inadéquates pour la compréhension du monde : comment en effet peut-on distinguer clairement le religieux du non-religieux, le Bien du Mal ? C'est de là que vient l'impasse de la civilisation occidentale. Comme voie de sortie, Katô propose la philosophie orientale de l'anti-dichotomie, de l'anti-contradiction, de la convergence des éléments. Mais pas n'importe quelle philosophie orientale : il faut qu'elle combine le bouddhisme Mahâyâna « qui ne se perd pas dans de vaines élucubrations sur la recherche du salut » (allusion au bouddhisme Hīnayâna) et qui pose que « la voie du salut est dans l'application au travail » (*ibid.* : 83), et le shintô qui, grâce à son absence de dogmes, offre de grandes possibilités de développement.

Katô appelle cette combinaison le *washugi*, dont il nous donne lui-même la traduction anglaise : *wa-ism*. L'idéogramme *wa*, qui signifie « harmonie », est aussi le deuxième idéogramme de *Yamato*, nom du premier royaume japonais, et il est encore utilisé pour désigner le caractère japonais des choses (nourriture, vêtements, etc.). Le *washugi* est donc une philosophie typiquement japonaise. Selon Katô, il s'agit d'« un nouvel assemblage, à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme et à mi-chemin entre le libéralisme et l'absolutisme » (*ibid.* : 85). Ce système suppose la paix, le développement, la technologie, la coopération, le rejet des guerres et de la colonisation. Il s'agit, tout compte fait, du système capitaliste japonais d'après la Deuxième Guerre mondiale, qui contient des aspects communautaires soutenus par la philosophie japonaise, par l'esprit du *wa*. Il cite Onizuka Kihachirô, président de la compagnie Asix, qui, dit-il, aurait exprimé le plus concrètement cette philosophie de l'anti-dichotomie à base du *washugi* :

La majorité des entreprises de type occidental sont des communautés visant le profit, formées d'individus liés entre eux par des relations d'intérêt ayant pour base l'individualisme. À la limite, on peut dire qu'il s'agit du commerce de la main-d'œuvre considérée comme une marchandise : les capitalistes essaient d'augmenter leur profit en obtenant la main-d'œuvre au prix le plus bas possible, alors que les travailleurs forment des syndicats pour vendre plus cher leur force de travail. Les propriétaires capitalistes revendent leurs entreprises sans se faire de soucis pour jouir tranquillement de leurs vieux jours. Ils ne se soucient pas des employés qui ont été abandonnés. Voyons maintenant la quintessence de la gestion à la japonaise. À la floraison des cerisiers, les nouveaux employés font

leur entrée dans la compagnie. Ce n'est pas, comme en Occident, parce qu'ils ont une habileté particulière qu'ils sont engagés ; les capacités générales, la personnalité, les idées et l'état de santé déterminent si le postulant est apte ou non à devenir membre de notre famille. Une fois engagé, le nouvel employé acquiert les habitudes de la compagnie et devient un membre à part entière de son équipe. Par la suite, sa sécurité est assurée par l'emploi à vie, alors que la promotion en fonction des années de service protège son niveau de vie. De plus, la compagnie s'occupe du bien-être de ses employés et de leur famille : résidences pour célibataires, logements fournis par la compagnie pour les familles, établissements de loisir, cours d'arrangement floral, de cérémonie du thé.

Onizuka, cité dans Katô 1990 : 84-85

Katô ajoute que, dans l'avenir, plusieurs pays adopteront la gestion à la japonaise et la culture qui forment le cœur du *washugi* ; il s'agit là en effet du « destin du Japon pour le troisième millénaire » (*ibid.* : 85).

## Conclusion

De la chaîne de télévision nationale NKH jusqu'à la plus petite revue de bandes dessinées, d'une entreprise gigantesque comme Mitsubishi jusqu'à l'épicerie de quartier, l'internationalisation est le slogan le plus populaire au Japon en ce moment. Pour qui veut vendre des cours d'anglais ou des pommes de terre de l'Idaho, promouvoir la culture japonaise à l'étranger ou accaparer une part plus grande du marché mondial, l'argument principal demeure l'internationalisation. Il n'est pas surprenant de lire dans les journaux des expressions aberrantes comme *kokusai kokka*, « nation internationale ».

Il est donc difficile de prime abord de saisir ce qu'implique réellement l'internationalisation ; chacun utilise le terme en y ajoutant sa sauce personnelle, son ingrédient préféré. Nous avons essayé de dégager l'essentiel du superflu, en nous limitant aux secteurs économique et culturel. Nous sommes conscient qu'une telle restriction, ainsi que le choix des auteurs abordés, ont une influence importante sur les conclusions qu'il est possible de tirer d'un examen du sens du mot internationalisation au Japon. Nous aimerions tout de même dégager les quelques points suivants.

En termes économiques, l'internationalisation apparaît étroitement liée aux forces et aux faiblesses du capitalisme japonais. Dépendant de l'étranger pour son approvisionnement en matières premières et pour l'écoulement de ses produits, le Japon a besoin plus que tout autre pays d'avoir accès au marché mondial. L'internationalisation signifie alors le rejet du protectionnisme et elle devient partie de la stratégie du capital nippon pour convaincre les Japonais de la nécessité d'ouvrir le marché intérieur, ce qui peut en contrepartie assurer plus fermement aux industriels japonais l'accès aux autres marchés. Par ailleurs, la hausse de la valeur du yen depuis le milieu des années 1980 a forcé le patronat japonais à développer une nouvelle stratégie d'expansion, faisant beaucoup plus de place à l'investissement direct et à l'implantation d'usines à l'étranger. En ce sens, l'internationalisation apparaît comme un autre mot pour le processus d'expansion à l'étranger des multinationales japonaises. Il ne serait pas exagéré de

parler de « l'internationalisation, stade suprême (ou actuel) de l'impérialisme nippon ».

Dans le secteur culturel, l'internationalisation comporte quelques aspects d'ouverture aux cultures étrangères, mais elle demeure principalement la projection à l'extérieur de la culture japonaise. Quand celle-ci est fortement liée à ce que j'ai appelé le noyau dur, indestructible et transmissible de la culture japonaise, l'internationalisation se place véritablement dans le prolongement du nationalisme nippon.

Qu'en est-il maintenant de l'aspect le plus frappant de l'internationalisation, soit l'augmentation rapide des résidents au Japon ? Comme nous l'avons mentionné en introduction, le but de ce texte n'est pas tant d'examiner les conditions concrètes de vie de ces étrangers que de dégager les grandes lignes du cadre global dans lequel ils sont insérés. Il va de soi que les conclusions que nous avons tirées des aspects fondamentaux de l'internationalisation, c'est-à-dire, d'une part, la « multinationalisation » des entreprises et, d'autre part, la projection à l'extérieur de la culture japonaise, vont tout à fait à l'encontre d'une internationalisation définie comme l'ouverture des frontières et des mentalités aux étrangers. Pour cette raison, je crois que la récente vague de travailleurs étrangers constitue un des éléments qui ont permis au capital nippon de mettre en application, en douceur, sa stratégie d'expansion vers l'extérieur. Si cette hypothèse est juste, il est douteux que le nombre de travailleurs étrangers augmente rapidement durant les années 1990.

Goka (1990 : 197 et s.) ajoute du crédit à cette hypothèse en soulignant que la restructuration des entreprises japonaises après la hausse de la valeur du yen a entraîné une baisse importante du secteur de la production et une hausse du secteur des services. Du côté de la production, les entreprises japonaises auraient tendance à engager de la main-d'œuvre de production dans les pays étrangers, là où elles implantent leurs nouvelles usines, et non pas au Japon. Par ailleurs, la nouvelle politique gouvernementale d'attribution de visas de travail aux étrangers, qui devrait entrer en vigueur en 1990 (Nishiguchi 1990 : 236), confirme cette tendance : si elle reconnaît la nécessité d'ouvrir les frontières à des spécialistes et à des techniciens pouvant contribuer à l'avancement du Japon, elle refuse de légaliser le statut des travailleurs illégaux non qualifiés.

En outre, l'attitude de la population japonaise à l'égard des travailleurs étrangers demeure bien en deçà des promesses de l'internationalisation. Comme nous l'avons vu, les Japonais continuent de s'intéresser principalement à l'Occident, alors que les travailleurs étrangers sont très majoritairement d'origine asiatique. De plus, devant le problème du manque de main-d'œuvre (que ne reconnaissent pas certains auteurs : voir Nishio 1990 ; Yokomizo 1990 : 52 et s.), la population japonaise se dit prête à accueillir des travailleurs étrangers non qualifiés, mais « dans des conditions déterminées et pour une durée de séjour restreinte » (Nishiguchi 1990 : 236). En somme, la politique gouvernementale et l'opinion populaire (bien qu'à un moindre degré) acceptent d'accueillir des étrangers si cela peut servir le Japon : le point de vue est donc essentiellement celui du « centre ».

Il y a encore plusieurs domaines à étudier au sujet de l'internationalisation du Japon : on peut penser aux institutions financières, à l'aide publique à l'étranger, à la réforme du système d'éducation, etc. Il en est un qui revêt toutefois beaucoup d'importance : l'importation d'épouses asiatiques par les producteurs agricoles japonais. Cette « internationalisation », qui fait sans doute partie d'une stratégie du capital pour repeupler les campagnes dévastées par sa soif de main-d'œuvre et pour s'assurer un niveau minimum de reproduction de la force de travail, est néanmoins intéressante d'un autre point de vue : elle implique l'établissement d'étrangers au Japon. Les années 1990 nous montreront peut-être que c'est à la campagne qu'a débuté une internationalisation visant d'autres buts que la simple satisfaction des besoins du « centre ».

## Références

ANON.

1990 « "Gaiatsu" to wa iu mai », *Asahi Shinbun*, édition du matin, 3 mars : 5.

BOVETTI K.R.

1986 « Nichibeï kankei ottagaisama » : 54-66, in Ôsaka daigaku kyôju gurûpu, *Nichibeï, keizai kankei no yomikata*. Tôkyô : PHP kenkyûjo.

DUTTON

1986 « Nihon no bunka to kokusaika » : 211-223, in Ôsaka daigaku kyôju gurûpu, *Nichibeï, keizai kankei no yomikata*. Tôkyô : PHP kenkyûjo.

GOKA K.

1990 « "Kôzô chôsei" to koyô shûgyô kôzô no henka », *Keizai*, 312 : 196-211.

HASEGAWA K.

1990 « Sekai wo ugokasu kin'yû taikoku Nippon », *Voice*, 147 : 60-71.

HÔMUSHÔ NYÛKOKU KANRIKYOKUNAI NYÛKAN TÔKEI KENKYÛKAI

1990 *Wagakuni wo meguru kokusai jinryû no henshen*. Tôkyô : Ôkurashô insatsû kyoku.

ITÔ S.

1990a « Kankyô hakai wo motarashita Dekaruto no jubaku », *Shokun*, 22,2 : 263-271.

1990b « "Ningen kakumei" wo shôrai suru tōyō no isan », *Chûô kôron*, 105, 4 : 64-70.

KAMISHIMA J.

1975 *Nihonjin no hassô*. Tôkyô : Kôdansha.

KANAMORI H.

1989 « Les bases technologiques de la nouvelle ère de croissance », *Cahiers du Japon*, 11, 40 : 25-31.

KATÔ E.

1990 « Washugi (wa-ism) no teishô », *Chûô kôron*, 105, 4 : 80-85.

KATSUTA K.

1990 « Hyûmanizumu kara dakkyaku wo », *Chûô kôron*, 105, 4 : 64-70.

## KEIZAI KEIKAKUCHÔ KOKUMIN SEIKATSUKYOKU

- 1988a *Kokumin seikatsu no kokusaika*. Tôkyô : Ôkurashô insatsukyoku.  
 1988b *Kokusaika to kokumin ishiki*. Tôkyô : Ôkurashô insatsukyoku.

## KIUCHI N.

- 1990 « Amerikateki teikokushugi no shûen », *Chûô kôron*, 105, 4 : 92-97.

## KOMINE T.

- 1989 *Nihon keizai no kôzô tenkan*. Tôkyô : Kôdansha.

## KRAN K.

- 1986 « Kokusaika to kigyô no rigai wa itchi suru ka » : 85-94, in Ôsaka daigaku kyôju gurûpu, *Nichibei, keizai kankei no yomikata*. Tôkyô : PHP kenkyûjo.

## MORITA A. et Ishihara S.

- 1989 « No » to ieru *Nihon*. Tôkyô : Kôbunsha.

## NAKAGAWA G.

- 1989 *Nihonjin no hôkankaku*. Tôkyô : Kôdansha.

## NAKATANI I.

- 1986 « Kokusaika no meritto, demeritto » : 191-210, in Ôsaka daigaku kyôju gurûpu, *Nichibei, keizai kankei no yomikata*. Tôkyô : PHP kenkyûjo.  
 1987 *Henkan suru Nihon kigyô*. Tôkyô : Kôdansha.

## NIHON HÔSÔ KYÔKAI

- 1990 *Kokusaika Nippon he no shitsumon*. Tôkyô : Nippon hôsô shuppan kyôkai.

## NISHIGUCHI K.

- 1990 « Gaikokujin rôdôsha ukeire wo meguru dôkô to seikaku », *Keizai*, 312 : 228-241.

## NISHIO K.

- 1990 « Soredomo watashi wa "rôdô sakoku" wo shuchô suru » : 185-196, in Bessatsu Takarajima 106, *Nihon ga kokka ni naru hi*. Tôkyô : JICC.

## OHASHI R.

- 1989 « Pour une approche philosophique de la culture japonaise. *Cahiers du Japon*, 11, 40 : 67-74.

## ÔKURASHÔ INSATSUKYOKU

- 1989 *Nôgyô hakusho no aramashi*. Tôkyô : Ôkurashô insatsukyoku.

## ÔSAKA DAIGAKU KYÔJU GURÛPU

- 1986 *Nichibei, keizai kankei no yomikata*. Tôkyô : PHP kenkyûjo.

## SAEKI S.

- 1990 « Isshinkyô no kanata he », *Chûô kôron*, 105, 4 : 74-79.

## SHIMADA H.

- 1989 « Pour une meilleure intégration des travailleurs étrangers », *Cahiers du Japon*, 11, 40 : 16-22.

## WATANABE S.

- 1990 « "Kinari" bunka no kanôsei ». *Chûô kôron*, 105, 4 : 86-91.

## YOKOMIZO M.

- 1990 « Nihon ni wa 1400 mannin no yoyû rôdôryoku ga aru ». *Ekonomisuto*, 68, 9 : 52-55.

## RÉSUMÉ/ABSTRACT

### *Le Japon à l'âge de l'internationalisation*

Le Japon des années 1980 est à l'heure de « l'internationalisation ». Cet article examine comment certains auteurs japonais définissent ce terme, dans les secteurs économique et culturel. Dans le premier, l'internationalisation signifie, selon eux, l'ouverture du marché japonais, en particulier celui des produits agricoles, les échanges de biens, de capitaux et d'informations au niveau international et l'implantation d'industries japonaises hors du Japon. Au niveau culturel, les auteurs japonais, qui ont pris conscience de la puissance économique de leur pays, tentent de régler le problème d'identité des Japonais et celui du cul-de-sac de la civilisation occidentale en proposant la culture japonaise comme fondement d'une nouvelle civilisation mondiale. L'internationalisation apparaît dans ce contexte comme un prolongement du nationalisme nippon.

### *Japan in the Age of Internationalization*

« Internationalization » is the term used by many Japanese to describe the process in which their country is engaged since 1980. In this article, the author examines how Japanese writers conceive of this process at the economic and cultural level. Economically, internationalization refers, first, to the opening of the Japanese market, especially for agricultural imports, second, to the international exchange of goods, capital and information, and, thirdly, to the expansion of Japanese firms outside of Japan. At the cultural level, Japanese authors, recognizing their country's economic strength, are attempting to solve the problem of Japan's identity and the problem of the decline of Western civilization through the diffusion of Japanese culture as a basis for a new world civilization. In this context, internationalization seems to be an extension of Japan's nationalism.

*Michel Richard  
Département d'anthropologie  
Université de Montréal  
C.P. 6128, succursale A  
Montréal (Québec)  
Canada H3C 3J7*